

PROTECTION SOCIALE

PRESTATIONS FAMILIALES

MINISTÈRE DU TRAVAIL,
DE L'EMPLOI ET DE LA SANTÉ

MINISTÈRE DU BUDGET,
DES COMPTES PUBLICS
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS
ET DE LA COHÉSION SOCIALE

Direction de la sécurité sociale

Sous-direction de l'accès aux soins,
des prestations familiales et des accidents du travail

Bureau des prestations familiales
et des aides au logement

Circulaire interministérielle DSS/2B n° 2012-138 du 29 mars 2012 relative à la revalorisation des prestations familiales servies dans les départements d'outre-mer (hors Mayotte) au 1^{er} avril 2012

NOR : ETSS1209419C

Date d'application : 1^{er} avril 2012.

Catégorie : directives adressées par le ministre aux services chargés de leur application, sous réserve, le cas échéant, de l'examen particulier des situations individuelles.

Résumé : revalorisation des prestations familiales versées dans les départements d'outre-mer (hors Mayotte) à compter du 1^{er} avril 2012.

Mots clés : départements d'outre-mer – revalorisation des prestations familiales – barème des prestations familiales.

Références :

Articles L. 755-3, L. 755-11, L. 755-33, D. 755-5, D. 755-6, D. 755-8 et D. 755-11 du code de la sécurité sociale ;

Loi de financement de la sécurité sociale pour 2012.

Texte abrogé : circulaire interministérielle DSS/2B n° 2010-436 du 15 décembre 2010 relative à la revalorisation des prestations familiales dans les départements d'outre-mer au 1^{er} janvier 2011.

Annexe : Montants des prestations familiales (avant CRDS) au 1^{er} avril 2012 arrondi au centième d'euro le plus proche.

La ministre des solidarités et de la cohésion sociale et la ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État, porte-parole du Gouvernement, à Monsieur le directeur de la Caisse nationale des allocations familiales ; Monsieur le directeur de la Caisse centrale de mutualité sociale agricole ; Monsieur le chef de mission de la Mission nationale de contrôle et d'audit des organismes de sécurité sociale.

L'article 104 de la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour l'année 2012 prévoit que la revalorisation du montant de la base mensuelle de calcul des allocations familiales (BMAF) s'effectuera désormais au 1^{er} avril de chaque année par voie de circulaire.

Cet article précise que : « Par dérogation aux dispositions de l'article L. 551-1 du code de la sécurité sociale, le montant des bases mensuelles de calcul des prestations familiales est fixé à 399 € pour 2012 ». La revalorisation est de 1 % à compter du 1^{er} avril 2012. Le montant des prestations calculé sur cette base forfaitaire est revalorisé d'autant.

Les tableaux annexés ont pour objet d'indiquer aux organismes débiteurs des prestations familiales le montant des prestations familiales (avant contribution au remboursement de la dette sociale) qui leur est applicable pour procéder à la liquidation des prestations familiales à compter du 1^{er} avril 2012. Ces montants sont arrondis au centième d'euro le plus proche ; il en est de même lorsqu'il s'agit du service d'une allocation différentielle.

Enfin, le montant du 6^e complément de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) qui correspond au montant de la majoration pour tierce personne (MTP) accordée aux invalides de troisième catégorie prévue à l'article L. 341-4 et revalorisée de la même manière que les pensions vieillesse, conformément à l'article L. 161-23-1 du code de la sécurité sociale, a fait l'objet d'une revalorisation de 2,1 % au 1^{er} avril 2012 qui l'a porté de 1 060,16 € par mois au 1^{er} avril 2011 à 1 082,43 € par mois.

Les montants ne sont pas applicables aux prestations familiales versées dans le département de Mayotte.

Je vous demande de bien vouloir transmettre les présentes instructions aux organismes débiteurs des prestations familiales de votre ressort.

Pour les ministres et par délégation :
Le chef de service,
adjoint au directeur de la sécurité sociale,
J.-L. REY

ANNEXE

MONTANTS DES PRESTATIONS FAMILIALES (AVANT CRDS) (Au 1^{er} avril 2012, arrondis au centième d'euro le plus proche)

Base mensuelle de calcul des allocations familiales à compter du 1^{er} avril 2012 : 399 €.

I. – LES ALLOCATIONS FAMILIALES

NOMBRE OU RANG des enfants à charge	BARÈME AU 1 ^{er} AVRIL 2012			
	Par enfant		Par famille	
	Pourcentage de la BMAF	En euros	Pourcentage de la BMAF	En euros
2	32	127,68	32	127,68
3	41	163,59	73	291,27
4	41	163,59	114	454,86
5	41	163,59	155	618,45
Par enfant supplémentaire	41	163,59	-	-

Majorations pour âge (à l'exception de l'aîné des familles de moins de trois enfants)

Pour les enfants nés avant le 1^{er} mai 1997

ÂGE DE L'ENFANT	POURCENTAGE DE LA BMAF	EN EUROS
11 à 16 ans	9	35,91
Plus de 16 ans	16	63,84

Pour les enfants nés après le 30 avril 1997

ÂGE DE L'ENFANT	POURCENTAGE DE LA BMAF	EN EUROS
Enfants de plus de 14 ans	16	63,84

Les allocations familiales pour un seul enfant à charge servies au titre de l'article L. 755-11, deuxième alinéa

	EN POURCENTAGE DE LA BMAF	EN EUROS
Les allocations familiales pour un enfant	5,88	23,46
Majoration de plus de 11 ans	3,69	14,72
Majoration de plus de 16 ans	5,67	22,62

Forfait d'allocations familiales

POURCENTAGE DE LA BMAF	EN EUROS
20,234	80,73

II. – LA PRESTATION D'ACCUEIL DU JEUNE ENFANT

ÉLÉMENTS DE LA PAJE	POURCENTAGE DE LA BMAF		MONTANTS EN EUROS	
Prime à la naissance	229,75		916,70	
Prime à l'adoption	459,50		1 833,41	
Allocation de base	45,95		183,34	
Complément de libre choix d'activité :				
1. En cas de non-perception de l'allocation de base :				
– taux plein	142,57		568,85	
– taux partiel < 50 %	108,41		432,56	
– taux partiel entre 50 et 80 %	81,98		327,10	
2. En cas de perception de l'allocation de base :				
– taux plein	96,62		385,51	
– taux partiel < 50 %	62,46		249,22	
– taux partiel entre 50 et 80 %	36,03		143,76	
Complément de libre choix du mode de garde :	0 à 3 ans	3 à 6 ans	0 à 3 ans	3 à 6 ans
Emploi direct :				
– si revenus < ou = 20 281 €	114,04	57,02	455,02	227,51
– si revenus > 20 281 € et < ou = 45 068 €	71,91	35,96	286,92	143,48
– si revenus > 45 068 €	43,14	21,57	172,13	86,06
Association ou entreprise :				
– assistante maternelle				
– si revenus < ou = 20 281 €	172,57		688,55	344,28
– si revenus > 20 281 € et < ou = 45 068 €	143,81		573,80	286,90
– si revenus > 45 068 €	115,05		459,05	229,53
Garde à domicile :				
– si revenus < ou = 20 281 €	208,53		832,03	416,02
– si revenus > 20 281 € et < ou = 45 068 €	179,76		717,24	358,62
– si revenus > 45 068 €	151,00		602,49	301,25

Complément optionnel de libre choix d'activité (COLCA)

	POURCENTAGE DE LA BMAF	MONTANTS EN EUROS
1. En cas de perception de l'allocation de base	157,93	630,14
2. En cas de non-perception de l'allocation de base	203,88	813,48

III. – LES AUTRES PRESTATIONS FAMILIALES

PRESTATIONS	POURCENTAGE DE LA BMAF	MONTANTS EN EUROS
1. Complément familial	23,79	94,92
2. Allocation de soutien familial :		
– taux plein	30,00	119,70
– taux partiel	22,50	89,78
3. Allocation d'éducation de l'enfant handicapé :		
– allocation de base	32,00	127,68
– complément 1 ^{re} catégorie	24,00	95,76
– complément 2 ^e catégorie	65	259,35
– majoration spécifique pour parent isolé (2 ^e catégorie)	13	51,87
– complément 3 ^e catégorie	92	367,08
– majoration spécifique pour parent isolé (3 ^e catégorie)	18	71,82

PRESTATIONS	POURCENTAGE DE LA BMAF	MONTANTS EN EUROS
- complément 4 ^e catégorie	142,57	568,85
- majoration spécifique pour parents isolé (4 ^e catégorie)	57	227,43
- complément 5 ^e catégorie	182,21	727,02
- majoration spécifique pour parent isolé (5 ^e catégorie)	73	291,27
- complément 6 ^e catégorie	-	1 082,43
- majoration spécifique pour parent isolé (6 ^e catégorie)	107	426,93
4. Allocation journalière de présence parentale (AJPP) :		
- couples	10,63	42,41
- personnes seules	12,63	50,39
Complément forfaitaire pour frais (montant et dépenses)	27,19	108,49
5. Prime de déménagement (maximum)	240,00	957,60
+ 20 % par enfant au-delà du troisième	+ 20,00	79,80
6. Allocation de rentrée scolaire :		
6-10 ans	72,50	289,28
11-14 ans	76,49	305,20
15-18 ans	79,15	315,81